



L'administration Trump annonce la phase 2 du cessez-le-feu, Israël assassine 11 Palestiniens en 24h

Description

Alors que les États-Unis ont annoncé hier le lancement de la seconde phase du plan de paix de Donald Trump, Israël a intensifié ses attaques dans la bande de Gaza et assassiné au moins 11 Palestiniens en 24 heures.

Par Jo Westphal pour l'Agence Média Palestine, le 16 janvier 2026

article

L'administration Trump annonce la seconde phase du cessez-le-feu, Israël assassine 11 Palestiniens en 24h

Les dernières 24 heures ont été particulièrement intenses, rapporte depuis Gaza le journaliste Hani Mahmoud, pour *Al Jazeera*. Ce qui devait être une transition vers la seconde phase de l'accord de cessez-le-feu a plutôt été marqué par une forte escalade, avec une série de frappes aériennes sur des habitations.

Au moins 11 Palestiniens ont été assassinés par Israël depuis l'annonce américaine selon laquelle la seconde phase du «cessez-le-feu» serait entamée, la plupart lors de deux frappes aériennes sur la ville de Deir al-Balah, dans le centre de Gaza, alors que les violations israéliennes de l'accord de cessez-le-feu se poursuivent.

L'armée israélienne a bombardé jeudi soir deux maisons, appartenant aux familles al-Hawli et al-Jarou, dans la ville centrale de Deir el-Balah. Les autorités sanitaires ont confirmé qu'un adolescent figurait parmi les six personnes tuées.

Au moins une autre personne a été assassinée par des tirs de drones israéliens près du rond-point d'Al-Alam, à l'ouest de la ville de Rafah. Une autre personne a été tuée lors d'une attaque israélienne contre un poste de police près du carrefour Al-Nablusi, au sud-ouest de la ville de Gaza, et deux autres personnes encore ont été tuées lors d'une attaque aérienne israélienne contre la maison de la famille Al-Khatib dans le camp de réfugiés de Nuseirat, dans le centre de Gaza.

Ce matin, l'agence *Wafa* rapporte le meurtre de Sabah Ahmed Abu Jameh, une Palestinienne de 62 ans. Les forces israéliennes ont ouvert le feu depuis des véhicules militaires à l'ouest de Khan Younis sur un groupe de personnes, parmi lesquelles se trouvait Sabah. Plusieurs autres personnes ont également été blessées.

Au moins 451 Palestiniens, dont plus de 100 enfants, ont été tués par Israël depuis l'entrée en vigueur du «cessez-le-feu» en octobre 2025.

La phase deux du cessez-le-feu sera-t-elle encore plus meurtrière que la première ?

Sans tenir compte de ces violations répétées du cessez-le-feu par Israël, les États-Unis ont annoncé mercredi le début de la deuxième phase du plan à Gaza, après l'accord des factions palestiniennes sur la création d'un comité de technocrates chargé de gouverner l'enclave.

Au nom du président [Donald] Trump, nous annonçons le lancement de la deuxième phase du plan en 20 points du président pour mettre fin au conflit à Gaza, passant du cessez-le-feu à la démilitarisation, à la gouvernance technocratique et à la reconstruction, a déclaré Steve Witkoff, envoyé spécial des États-Unis au Moyen-Orient, dans un message publié sur les réseaux sociaux.

Israël est pourtant opposé à passer à une deuxième phase, qui inclurait un retrait israélien plus important de la bande de Gaza, le début de la reconstruction et le transfert du contrôle des institutions de Gaza du Hamas à une autorité provisoire composée de technocrates palestiniens.

Au contraire, plusieurs déclarations gouvernementales et militaires laissent entendre que la ligne jaune derrière laquelle les troupes israéliennes se sont retirées deviendrait une nouvelle

frontière, et non une «tape dans le retrait. Depuis sa mise en place, les soldats israéliens ont continuellement avancé cette ligne, en faisant un [nouveau front](#) dans une guerre génocidaire qui ne dit pas son nom.

Malgré les affirmations de l'administration Trump selon lesquelles la phase 2 sera marquée par une période de gouvernance stable et de reconstruction, la manière dont Israël a déjà systématiquement violé les termes de la première phase indique qu'il ne cherchera qu'à se soustraire davantage à ses obligations et à renforcer le statu quo actuel : une bande de Gaza divisée, soumise à une famine lente et frappée par des frappes militaires meurtrières périodiques.

Gaza entre espoir et scepticisme

Les Palestiniens de Gaza qualifient ce statu quo de «nouvelle forme de génocide», affirmant que la seule chose qui ait changé dans la guerre menée par Israël contre l'existence palestinienne est son rythme et son intensité.

C'est donc avec un grand scepticisme que les Gazaouiens accueillent cette annonce d'une paix qu'ils et elles n'observent pas sur le terrain. Outre les attaques presque quotidiennes de l'armée israélienne, la vie des Palestiniens de Gaza reste profondément marquée par le siège et les déplacements.

«Beaucoup de décisions politiques sont éloignées de la réalité à Gaza! Notre vie quotidienne est marquée par les blocus, la peur, les pertes, les tentes et une situation humanitaire terrible», explique Al Jazeera Arwa Ashour, journaliste indépendante et écrivaine basée à Gaza. «Même lorsque des décisions sont prises pour soulager les souffrances, elles sont entravées par les autorités d'occupation israéliennes.»

«La peur l'emporte sur l'espoir», rapporte Maha Hussaini, responsable des médias pour Euro-Med Human Rights Monitor. «Non pas parce que les habitants de Gaza manquent de résilience ou d'imagination, mais parce que l'expérience leur a appris que les moments qualifiés de «tournants» se traduisent rarement par une protection ou une responsabilisation réelles. L'espoir existe, mais il est fragile et constamment miné par l'absence de justice et par les décisions imposées de l'extérieur.»

Les Gazaouiens n'ont pas été consultés dans ce plan de «paix», et peu d'entre elles et eux se sentent représentés par le comité technocratique choisi pour administrer l'enclave. Son dirigeant est bien palestinien : il s'agit d'Ali Shaath, ancien vice-ministre de l'Autorité palestinienne (AP). Mais ce comité sera supervisé par le Conseil de paix, qui sera dirigé par l'ancien ministre bulgare des Affaires étrangères et de la Défense, Nikolay Mladenov.

«Les décisions prises sans la participation significative des personnes les plus touchées reproduisent les mêmes structures de pouvoir qui ont permis cette occupation et ce génocide», considère Maha Hussaini. «Exclure les Palestiniens de Gaza de la construction de leur avenir les prive de leur pouvoir d'action et transforme la reconstruction et la gouvernance en outils de contrôle plutôt qu'en moyens de rétablissement.»

Gaza entre espoir et scepticisme

Les Palestiniens de Gaza qualifient ce statu quo de «nouvelle forme de génocide», affirmant que la seule chose qui ait changé dans la guerre menée par Israël contre l'existence palestinienne est son rythme et son intensité.

C'est donc avec un grand scepticisme que les Gazaouiens accueillent cette annonce d'une paix qu'ils et elles n'observent pas sur le terrain. Outre les attaques presque quotidiennes de l'armée israélienne, la vie des Palestiniens de Gaza reste profondément marquée par le siège et les déplacements.

«Beaucoup de décisions politiques sont éloignées de la réalité à Gaza; notre vie quotidienne est marquée par les blocus, la peur, les pertes, les tentes et une situation humanitaire terrible», explique Al Jazeera Arwa Ashour, journaliste indépendante et écrivaine basée à Gaza. «Même lorsque des décisions sont prises pour soulager les souffrances, elles sont entravées par les autorités d'occupation israéliennes.»

«La peur emporte sur l'espoir», rapporte Maha Hussaini, responsable des médias pour Euro-Med Human Rights Monitor. «Non pas parce que les habitants de Gaza manquent de résilience ou d'imagination, mais parce que l'expérience leur a appris que les moments qualifiés de «tournants» se traduisent rarement par une protection ou une responsabilisation réelles. L'espoir existe, mais il est fragile et constamment miné par l'absence de justice et par les décisions imposées de l'extérieur.»

Les Gazaouiens n'ont pas été consultés dans ce plan de paix, et peu d'entre elles et eux se sentent représentés par le comité technocratique choisi pour administrer l'enclave. Son dirigeant est bien palestinien : il s'agit d'Ali Shaath, ancien vice-ministre de l'Autorité palestinienne (AP). Mais ce comité sera supervisé par le Conseil de paix, qui sera dirigé par l'ancien ministre bulgare des Affaires étrangères et de la Défense, Nickolay Mladenov.

«Les décisions prises sans la participation significative des personnes les plus touchées reproduisent les mêmes structures de pouvoir qui ont permis cette occupation et ce génocide», considère Maha Hussaini. «Exclure les Palestiniens de Gaza de la construction de leur avenir les prive de leur pouvoir d'action et transforme la reconstruction et la gouvernance en outils de contrôle plutôt qu'en moyens de rétablissement.»

date créée
2026/01/16